L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. F. WEISSE & Co. — Rue de Chartres No 73, entre Conti et Bienville. — NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 16 JANVIER 1861. — G. F. WEISSE, E. DUVERGER, N. DUFOUR, G. MARBY } EDITEURS-PROPRIETAIRES

Nouvelle-Orléans, MERCREDI MATIN, 16 JANVIER.

☞ Voir la seconde page, pour :

LE FEUILLETON.
LE BULLETIN COMMERCIAL,
LE MARCHÉ AUX BESTIAUX,
LE MOUVEMENT DU PORT,
LE DÉPART DES STEAMERS ET BATEAUX.

Abonné à la Semaine.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine", à raison de 25 CENTS pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

Ventes à l'encan, de ce jour.

Par le Shérif, à 11 heures, No 28 rue Jefferson—Eau-de-vie, whisky, genièvre, liqueurs, &c.

Par E. Forstall—Groceries en gros des rues Française et Crespo.

Par H Turpin, 36 Visille Levée—Cognac, bouteilles, ceinture, bouchons, &c.

Marché de la Révolution.

Les républicains noirs n'avaient qu'un seul moyen d'arrêter les projets de séparation au Sud et de maintenir l'Union en la consolidant, c'était d'adopter de prime abord les propositions de l'honorable sénateur du Kentucky, de M. Crittenden. Mais c'était trop espérer de l'humaine nature que de croire que des gens, encore enivrés de leur triomphe de la veille, pourraient se soumettre facilement à abandonner leur programme. Plusieurs raisons s'y opposaient. D'abord la croyance que les projets des démonstrations n'étaient pas sérieux, généralement chez les chefs politiques du nord, qui comptaient aussi sur les sentiments conservateurs d'une grande partie de la population du Sud pour arrêter l'élan. Enfin ils invoquaient un argument qui n'emanquait pas d'une certaine force apparente. M. Lincoln, disaient-ils, a été élu président des Etats-Unis par une majorité légale des suffrages constitutionnels. Il a été élu comme candidat d'un parti dont le programme a été publié et discuté pendant la campagne électorale. C'est un droit imprimé pour lui de maintenir ce programme et de défendre le drapeau de son parti autrement il manquerait à son mandat et trahirait la confiance de ceux qui l'ont choisi et élu.

Dans la conviction, où étaient les républicains que le Sud ne voulait que les effrayer pour obtenir des concessions, ils ont commencé par persifler les démonstrations et quelques uns même ont essayé de répondre à la menace d'une séparation par la menace de la coercion. Leurs journaux ont aligné des chiffres de soldats et de canons, leurs orateurs ont enflé la voix. C'était bien mal comprendre le caractère des hommes du Sud. La désunion a grandi sous la menace et l'attitude des partisans de la coopération a doublé les jours des fanatiques les plus aveugles sur l'alternative qui était posée au Nord : concessions pleines et entières ou séparation.

Aujourd'hui, la question écartée par les comités, se représente de nouveau avec plus de force que jamais. Ce n'est plus une demande, c'est un ultimatum impérieux. Les faits accomplis surtout-ils sur ces esprits orgueilleux plus de puissance que n'en ont eu les orateurs les plus éloquents ? L'avenir nous l'apprendra. Toujours est-il qu'un représentant du Nord, M. English, a repris le projet abandonné et il demande à la Chambre de donner pour instruction au comité des trente-trois de préparer un rapport, dans le plus bref délai, sur les mesures nécessaires pour rendre effectives les propositions de M. Crittenden.

Ainsi poussés dans leurs dernières retranchements, les républicains vont-ils se maintenir derrière leur argument tiré du prétendu mandat conféré à M. Lincoln ? Examinons la valeur.

Un président des Etats-Unis ne peut, une fois en possession du pouvoir, se considérer que comme l'élu de la nation et non comme celui d'une section. Il doit, par conséquent, n'user de son influence que pour maintenir la balance égale entre les partis, et quand il consulte les vœux du peuple ce doit être aux vœux de la majorité qu'il doit céder.

Or, le scrutin du 6 novembre a établi que trois millions d'électeurs étaient opposés au programme des républicains noirs. Une majorité de plus d'un million s'est prononcée dans ce sens. A ce premier point de vue, M. Lincoln ne devrait éprouver aucun scrupule. Mais ce n'est pas tout. La situation depuis l'élection a été singulièrement modifiée. Et en admettant que M. Lincoln voulût se renfermer dans cette lettre immuable, de l'obéissance que les lois aux désirs des dix huit cent mille électeurs qui ont voté pour lui, il s'agirait de savoir ce que peuvent et ce que veulent, sur la question du moment, ces électeurs ?

Eh bien ! nous avons déjà vu, même dans des Etats foncièrement républicains, un revirement significatif. Les élections municipales du Massachusetts ont renversé les majorités républicaines de six novembre. Que serait ce donc dans la Pennsylvanie, l'Indiana et l'Illinois ?

M. Lincoln et ses amis ne peuvent sérieusement couvrir leur responsabilité du prétexte fallacieux de la volonté exprimée par le peuple, lorsque tout démontre que le peuple voterait en masse pour un compromis, qui ne lésant en rien les intérets du Nord, sauvegarde ceux du Sud.

En ce moment, le Congrès est appelé à décider sur la paix ou la guerre entre les deux sections. S'il veut la paix, il faut qu'il soumette au peuple les amendements Crittenden. Car ce sera, un vote des deux tiers en décembre au Sénat et à la Chambre, qui pourront décider le mode de ratification par les Etats, et prescrire que cette ratification aura lieu, non par les législatures ni par des conventions de délégués, mais par le peuple des Etats assemblé en conventions primaires. Or, il faut la ratification des trois quarts des Etats, c'est-à-dire de vingt-cinq au treute trois. Il sortira donc que dix Etats du Nord ajoutent leur ratification à celle de quinze Etats du Sud pour donner force aux amendements proposés à la Constitution. La présomption est qu'un compromis, ainsi soumis au peuple des Etats Unis, serait adopté par une immense majorité, et que l'Union serait rétablie aux acclamations enthousiastes des citoyens de toutes les sections.

Mais qu'on ne se leurre pas de vaines illusions. Ce que nous disons n'a d'autre but que de démontrer clairement que la responsabilité de la guerre doit peser uniquement sur les membres républicains du Congrès qui se refusent à voter pour la mesure de salut qu'on leur propose.

Si ce dernier appel à l'esprit de conciliation reste sans effet, nous devons nous attendre à un conflit sanglant entre les deux sections. Il n'est pas admissible que des hommes, qui n'ont pas pu s'entendre alors qu'ils faisaient partie de la même confédération, parviendront à s'entendre sur les innombrables questions que les deux pays auront à régler, après la séparation. L'importance qu'a prise et que prendra encore le mouvement de separation fera abandonner comme impraticable la théorie de la coercion. Mais il faut s'attendre à voir le Nord réclamer une partie du prix payé pour l'acquisition de la Floride et de la Louisiane, les sommes dépensées dans la construction des forts, la valeur des armes, munitions, &c. Le Sud de son côté réclamera une partie des territoires, des batiments de la marine. Il y aura, en outre, la question de la dette à régler, la possession de la capitale fédérale, des archives, enfin mille sources de difficultés dont une seule peut susciter la guerre.

Cette guerre, les républicains peuvent encore l'éviter, le mois prochain il ne sera plus temps. Mais plus que jamais, le Sud a besoin d'unité. On a perdu en vains débats sur les mérites de la séparation isolée ou de la coopération un temps précieux. Aujourd'hui il s'agit de s'organiser et de s'organiser au plus vite pour la résistance, et nous croyons que plus que jamais, la Louisiane doit vivre à réquier sous la même drapeau tous les Etats du Sud et même une partie des Etats de l'Ouest.

Dépêches Télégraphiques
TRANSMISES A L'ABEILLE.

Steamboats despendant—Vicksburg, 15 janvier. Le Gladiator a passé ce matin, la City of Louisiana et l'Imperial à 9 heures et la A. O. Taylor à 10 heures, hier soir.

Toutes les lignes sont arrêtées

ELECTIONS DE LA LOUISIANE.— *Ste Hélène*, District sénatorial Cade D. Strickland, (sép) 286, Harry Richardson (sép) 184 — majorité pour strickland 102 ; District représentatif James A. Williams (coop) 288, Warren A. Grice (sep) 192—majorité pour Williams 96.

THEATRE DE L'OPERA.—Ce soir, pour la rentrée de Mlle ADELINA PATTI, *Lucie de Lamermoor*. C'est la dernière fois que la charmante prima donna se fera entendre dans ce rôle de *Lucie*, un des plus beaux de son répertoire. Que tous ceux qui ne l'ont pas entendue dans cet opéra s'empressent donc de profiter de cette dernière occasion d'aller applaudir la plus ravissante Lucie qui se puisse imaginer.

Du travaille activement au *Pardon de Ploermel*—un chef d'œuvre digne de l'auteur immortel de *Robert* et des *Huguenots*, et qui sera monté avec un grand luxe de décors et de mise en scène.

ACADEMIE D'ORLEANS.—Dans les circonstances où se trouve placée le Sud, les pères de famille doivent se faire un devoir d'accorder aux institutions du pays le patronage qu'un préjugé assez répandu faisait accorder aux établissements du Nord.

L'Académie d'Orléans, dirigée avec tant d'habileté et de tact par monsieur et madame DEMERET offre toutes les garanties désirables pour l'éducation d'une jeune personne, et s'est toujours avec plaisir que nous profitons d'une occasion pour en constater le succès.

Vendredi prochain, une soirée musicale, dirigée par le professeur A. Cardona, réunira dans l'habitation les parents et les amis des jeunes élèves de l'Académie, toujours empressés de juger des actes dans cette louable importance de l'enseignement féminin, le musique, cet l'objet spécial.

CHRONIQUE LOCALE.

Troupes régulières de l'Etat—Le town-boat Yankee a pris hier soir une grande quantité de munitions de guerre provenant de l'arsenal de l'Etat, et appartenant aux troupes régulières du capitaine Bradford, en destination des forts St Philippe et Jackson, qu'ils vont occuper.

L'artillerie d'Orléans, les Chasseurs à pied, les Chasseurs d'Orléans, les Lafayette Guards et les Yagers arriveront probablement en ville ce soir. La compagnie des troupes régulières, sous les ordres du capitaine Jourdan, partira pour être rendu cet pour Baton Rouge.

Les Gardes de la ville.—*Patrouilles de Cuisses.*—Les citoyens du Troisième District ont organisé deux compagnies, sous le nom de Gardes de la ville, une dans la rue d'Ursins dans le 8me ward. Leur organisation s'est terminée hier soir et ils ont commencé leurs patrouilles hier dans la nuit. Les officiers des sont ceux dont les noms suivent :

Le 7me ward (just son meeting à l'école Fillmore, capitaine A. Latrobe, 1er lieutenant J. V. Cherry, 2nd lieutenant St John Ducoing, 3me lieutenant M. T. Stinson, Ensigne Marone, A. Baker, sergeant major, Wm Crayton, 1er sergent F. Shiel, 2nd sergent Henry Wills, 3me sergent A. Roth, 4me sergent W. Muller, 5me sergent J. Guerero, 1er caporal C. Moutault, 2nd Jno F. Vile, 3me Jno Dea, 4me J. S. Hernandez, 5me Chas Garcia. Cette compagnie compte 126 hommes.

Le 8me ward tient son meeting à l'école Franklin, rue Grande-Rue et Champs Elysées, capitaine F. L Mallieux, 1er lieutenant Jas Brooks, 2nd E. Salvatory, sergent-major Wm Clark, 2nd sergent J. C. Rousseau, 3me Wm Boye, 4me Francis Ranger, 1er caporal Jno Lamb, 2nd Jno Sauvé, 3 F. Romay, 4me A. Jacquet, trésorier Francis Borge.

Conseil de ville—Le Board des Aldermen s'est réuni comme de coutume hier soir. Le Président Mixon occupait le fauteuil.

L'Alderman Wiltz a offert une résolution autorisant le Maire à traiter avec la Convention d'Etat de sa réunion dans notre ville, en une salle de nos propriétés, et qui leur assurait les moyens de communication par le télégraphe qui le poste, et de nommer un comité de quatre membres de chaque board pour faire les arrangements. Cette résolution a été adoptée après quelques petites questions de peu d'importance, le board s'est réuni en session secrète.

Le Board des Assistants. Aldermen a eu son meeting régulier. M. Magloni a occupé le fauteuil

La lecture du budget de 1861 a été faite et il a été adopté.

M. Boggs a fait la motion d'approprier une somme de $ 10,000 pour des travaux concernant le canal Melpomène et celui de Claiborne, qui a causé une discussion sur les conditions financières de la ville, pendant cette M. Dupré a annoncé qu'il aurait un de fait d'un million de piastres à la fin de l'année. Malgré cela la motion a été adoptée.

La résolution d'appropriation de $ 20,000 pour l'embellissement du Parc de la ville, et $ 15,000 pour prendre le carré limité par les rues Claiborne, Bourbon, Union et Prosper, pour en faire un parc a été perdue.

La résolution de Board Aldermen invitant la Convention de l'Etat à se réunir à la Nouvelle-Orléans a été *adoptée*, et MM. Boggs, Soefe, Magloni, Patterson et Frémaux ont été choisis du comité chargé de faire les arrangements nécessaires pour la venue.

Le rapport de la semaine du Secrétaire, donne une balance en caisse de $ 9,918.

Une pétition du recorder Emmerson a été lue, demandant qu'une cour soit organisée dans la local qui occupe l'arsenal des Continental Guards; que deux officiers soient nommés pour le charger du surcroît d'affaires de sa cour, et que les officiers de cette cour soient dispensés du service de la milice.

Le Board s'est ajourné.

Finances de la ville.—Rapport annuel du Comité de Finances de la ville, fait au Conseil de ville hier soir :

Le Comité de Finances soumet à votre considération le budget suivant, donnant un aperçu des recettes et des dépenses pour 1861.

Comme vous l'verrez, les plus grandes dépenses consistent dans les travaux pour l'amélioration des rues, sur lesquels nous avons appelé votre attention, et de la nécessité qu'il y aurait de les compléter. Nous avons les pétitions demandant des améliorations qui ont été accordées, quelque les représentants de la ville, en y portant un prix d'attention, auraient pu les remettre. Le paiement de cent mille piastres déjà contracté, devra, nous le pensons, être fait dans le courant de l'année, ainsi que la question de la position financière.

La milice de notre ville devrait être soutenue avec beaucoup de zèle, car elle aura à remplir une unique protection contre les attaques du Nord, ainsi que pour Invasion étrangère ; elle devrait être traitée avec justice et impartialité. Toute différence de la part de la ville et les refus de fonds n'ont jamais rapporté son zèle particulier, les compagnies volontaires l'ont prouvé en contribuant personnellement à leurs dépenses. L'aspect des affaires de la politique est tel, que nous croyons nécessaire que votre comité alloue la somme de $ 15,000 pour le soutien de la milice de la Nouvelle-Orléans.

Votre comité est heureux de dire que, depuis quelques mois, la direction de la maison de travail fonctionne beaucoup mieux, bien que l'on soit pas encore à la perfection. Ne conviendrait-il pas mieux d'affermer cet établissement à un prix raisonnable ?

Les dépenses pour maintenir les prisonniers dans la prison de la rue Orléans ont été excessives, et pour cette année elles se monteront certainement à la somme de quatre-vingt-dix mille piastres ($ 90,000) état de chose que la ville sera obligée de supporter jusqu'à ce que la législature juge convenable d'y remédier. Un autre sujet digne de votre attention est la somme appropriée à l'estimation du coût probable des " water works à l'usage de la ville, sur la Levée, qui est contracté avec MM. Thayers, Beebee, Dunham, et Cie, et que, le tout sous la résolution No 4316. L'opinion de votre comité est que les avantages que l'on en retirera pèseront assurément les dépenses que l'on aura faites.

Les dépenses devant toujours payer en mêmes carrées, attendront, et elles n'excèdent pas, l'estimation faite par l'inspecteur qui est de $ 740,000, en qui démontre la nécessité de remettre à plus tard d'autres améliorations, à moins qu'elles ne soient de très grande utilité.

La somme que la ville devra payer au Département des Incendies, faite par contrats, excédera, cette année, celle de l'année dernière de $ 30,000. Cette augmentation peut être attribuée à la fourniture des pompes à vapeur, chevaux, cochers, &c.

La somme de vingt mille piastres appropriée pour l'achat d'un nouveau de terre pour la construction d'un marché a passé en bien faible, car le batiment dont se sert la ville en ce moment, vaut à peine la moitié de la somme complète, étant sur le bord de l'eau et exposé à être tôt ou tard enlevé par l'action du fleuve. Ceci devrait être pris en considération.

La Compagnie du gaz ayant fait un contrat avec la ville, après une longue discussion votre comité a alloué la somme de $ 100,000, comme dépense probable pour éclairer la ville durant l'année. Quelque la différence semble énorme (de $ 60,000), avec la prix payé l'année précédente, c'est une économie d'environ $ 40,000 ce contrat sur les lampes des rues, des marchés etc. seront allumées tous les soirs, aux prix de $ 45 par an.

Votre Comité n'a pas jugé convenable d'inclure le contrat pour le nettoiement des principales rues, aqueducs pour les canaux Melpomène et Claiborne, $ 40,000, le travail n'étant pas absolument nécessaire, et le contrat n'étant pas encore vendu.

En terminant, le comité prend la liberté de demander à ses collègues une pétition à la législature pour demander de l'aide en opérant la translation des prisonniers dans le prison de paroisse, honoraires des jurés qui se montent annuellement de $ 18,000 à $ 20 000 aussi bien que pour les honoraires payés à l'avocat de district, $ 50 le pour chaque individu accusé de crimes ou délits, &c.

Votre comité espère que les remarques faites sur l'extravagance du conseil sera prise de bonne part comme il ne personnelle aucun acte du conseil.

Très respectueusement,

A. D. DUPRE,
Président Com. des finances du Board des Aldermen.

Président Com. des finances du Board des Aldermen,
J. MORGAN HALL.
U. F. SEICSHNAYDRE.
JAMES DAVIS.
S. F. DELABARRE.

Seconde Compagnie des Chasseurs à pied.—Cette compagnie, admirablement organisée par ses officiers, a fait un service très actif dans l'expédition de Baton-Rouge. On nous a communiqué les noms des officiers et hommes qui ont fait partie de l'expédition et c'est avec plaisir que nous les publions.

Officiers : Major B. Avegno, aide-de-camp lieutenant D. Guillaud ; adjudant lieutenant ; Capitaine de la compagnie Simon Meffleur, lieutenant J. Zeclapon.

Sous officiers : Sergent major L. Alein, sergents S. F. Martinez, J. Aldigé, C. Blaid, D. Landonnay, F. Manalin, caporaux J. Nobiom, G. Meitleur, F. Bridault, E. H. Sarlon, G. C. Lacoy et Edelson F. Spies.

Chasseurs : H. Andry, E. Colion, J. M. King, R. Fresez, W. Barnett, J. G. Hamilton, W. Flotas, A. Marquess, R. Dauney, A. Dauphin, H. Bourgeois, A. F. Pujade, F. Bourgeois, A. Bellard, F. Desbrye, A. Mallard, C. Castaing, M. Legrand, F. Avegno, P. de Lassus, X.C. de Lassus, V. Martin.

Sixième Cour.—*Procès en dommages. Arthur Choppin et la Compagnie du chemin de fer de Carrollton.—Verdict de soixante mille piastres.*—Le procès en dommages intenté par M. Arthur Choppin à la Compagnie du chemin de fer de Carrollton, s'est plaidé hier à la Sixième Cour de District, juge Howell.

—Après dix minutes de délibérations, le jury a présenté un verdict qui accorde vingt-cinq mille piastres au demandeur.

MM. Dufour et Durant représentaient M. Choppin ; MM. Benjamin, Bradford et Finley défendaient la compagnie.

Recorder Blache—Charles Williams est condamné à quatre mois d'une amende et une chaîne en or de dix vingt-cinq piastres à Joe Davis, propriétaire d'une pension de marin.

François Brisman et Théophile Galisia que Napoléon Leclerc accusait d'avoir dépensé un billet pour une somme de cinq cents piastres ont été acquittés.

Des Recorders à garnir. H. Fields, cet la Levée, a été envoyé devant la Première Cour de District.

Jos Parker est accusé d'avoir assailli Follicier Clément et de l'avoir mis à main armée.

Christopher Rooky, qui a volé en habit et des outils d'armurier dans le magasin de C. Pooly, rue des Ursulines, a été envoyé devant la Première Cour de District.

L'Alderman E. Labadie nomme Léon Lambert de l'avoir assailli à main armée. L'Alderman ajoute que Jack Strickland a aidé Lambert.

Un affidavit déclare que Thomas Hamilton a trompé dans le vol commis par la célèbre Fuyon Verde. On se rappelle que Fuyon a volé sept cents piastres chez les demoiselles Allison.

PAROISSE PLAQUEMINES.—On nous écrit de la [paroisse Plaquemines, sous la date du 12 courant :

" C'est le 21 courant que notre Cour de District, présidée par le juge Foulhoux, commencera à juger à la Pointe à la Hache.

" Un nommé Charles Armstrong, caboteur, pour avoir recelé du sucre volé à M. Augustin Lemaire, est maintenant incarcéré dans notre prison de paroisse, en attendant sa comparution devant notre Cour de District.

" Un grand nombre de nos planteurs sucriers sont occupés à exploiter leurs récoltes.

" Depuis quelque temps, nous avons eu ici de fortes pluies.

" L'état sanitaire de la communauté est très satisfaisant."

DOUBLE PARRICIDE.—*La Evansville Journal* (Indiana), donne le récit d'une horrible tragédie qui vient de se passer dans cette ville :

Hier soir, vers minuit, il n'est passé dans cette ville une tragédie qui dépasse en atrocité et par hideux contre nature, tout ce qu'on n'a jamais vu.

Une intimité existait depuis longtemps entre deux frères nommés John Paul Evans et Reason H. Evans, membres d'une famille très connue de cette ville. C'est leur grand-père qui a fondé Evansville. Ils avaient été élevés dans cette opinion à la vie l'un de l'autre. Robert n'était rendu hier soir au bal Mozart avec une ni dame. Il y avait là plus de cent personnes. Vers minuit, Paul arriva. Il était déjà ivre : il se dirigea vers son frère et lui demanda de venir boire. Celui-ci ayant refusé, il tira un couteau et Robert sortit de sa ceinture un revolver à six coups. Paul fit un pas en arrière et tira aussi un revolver. Robert tira alors un couteau, le mit entre ses dents et commença à faire feu. Paul riposta, et chacun tira tous les coups de son revolver et ils se servirent ensuite de leur couteau. Tous deux furent mortellement blessés. Paul se dirigea vers la porte et sortit, en allia le ramasser dehors et au bout de vingt minutes il expira. Il avait été frappé par une balle dans la poitrine et avait reçu plusieurs coups de couteau dans le ventre. Robert avait pourmivi son frère jusqu'à la porte intérieure, là il s'était affaissé et était tombé contre le mur. Il fut transporté sur un lit où, après trois heures d'apparente insensibilité, il rendit le dernier soupir. Il avait reçu une balle dans le lobe gauche du cerveau et une autre dans le flanc droit.

Pendant la lutte, un plus jeune frère, Berry Evans, a tiré trois fois sur Paul et l'a atteint une fois. Un des assistants, Charles Oldenberta, a reçu une des balles égarées dans la cuisse droite et est dans un état critique. La nouvelle était effrayante, les deux frères à quelques pieds l'un de l'autre, pâles et sanglants continuaient à tirer entourés de groupes d'hommes paralysés par l'émotion et de femmes évanouies à demi-mortes de terreur.

LEGISLATURE DU WISCONSIN.— La législature du Wisconsin s'est organisée à Madison le 9 janvier. Le message du gouverneur Randall a été lu le même jour. Il recommande le sujet des affaires militaires à la sagesse et à la discrétion de la législature et dit que les alarmes des temps indiquent qu'il peut arriver que l'Etat ait à répondre à un appel du gouvernement national et à fournir des hommes et de l'argent pour maintenir l'intégrité de l'Union et déjouer les desseins d'hommes engagés dans le projet criminel de la trahison. Au sujet de la séparation, il dit que la confédération n'est pas une ligue d'Etats mais un gouvernement du peuple. Le gouvernement général ne peut changer le caractère d'un gouvernement d'Etat ou usurper aucun des pouvoirs, et aucun Etat ne peut de même changer le caractère du gouvernement des Etats Unis, nonobstant ce nouveau ou juridiction amoindrir aucun de ses droits. Il rappelle que l'élection de Lincoln a été légale et n'est pas une cause légitime de guerre. La constitution ne déclare aucun homme esclave. L'esclavage ne peut être établi dans aucun territoire libre d'après la constitution et il ne peut être aboli dans aucun Etat ; la constitution et les lois de liberté personnelle se trouvent ou devraient se trouver sur les tables de lois de chaque Etat. Toutefois humain a droit à un jugement légal pour savoir s'il est libre ou esclave. Si la législature pense que les lois de liberté personnelle du Wisconsin sont en opposition avec la constitution des Etats Unis, qu'elle les fasse conformer ; mais aucune crainte, aucune espérance de récompense ne doivent engager un peuple libre à renverser les barrières qui les protégent. Nous devons un sacrifice à notre Union pour arriver à une conciliation mais non un sacrifice de principes. Le droit d'un Etat de se séparerait peut jamais être admis. Une fois dans l'Union un Etat doit y rester jusqu'à ce que l'Union soit détruite.

Nous n'avons pas besoin de dire que le gouverneur du Wisconsin est un républicain foncé qui ne le cède en rien à son voisin du Michigan.

L'AUTRICHE ET LA VENETIE.

Voici le texte de l'article du *Constitutionnel* dont le télégraphe a parlé :

" En abordant de grave et douloureux sujet, nous ne faisons pour ainsi dire que céder, à notre tour, au mouvement général de l'opinion publique en Europe. Il est remarquable, en effet, que dans tous les pays où une liberté propre aux mêmes mœurs à Turin, à Vienne, à Berlin, à Saint Pétersbourg, à Paris et à Londres, et que les esprits les meilleurs et les plus discrets, quoi tant les sympathies soient diverses, se joignent à chacun de leur coté, d'imprimer des solutions internationales. Evidemment ces efforts individuels, ces combinaisons extra diplomatiques trahissent une grande anxiété et une grande souffrance. On ne se hasarde, on ne se hate ainsi que parce que l'on se sent instinctivement à la veille d'une crise décisive ; que parce que, tranchons le mot ! l'Europe entière semble redouter le prochain printemps.

" Certes nous sommes de ceux qui s'inclinent devant l'opinion publique, et qui n'hésitent jamais les avertissements qu'elle prodigue, même dans les circonstances présentes, il nous est impossible de comprendre ce qui a pu causer ces craintes vagues, ces inquiétudes sérieuses pour notre compte, que la sagesse des gouvernements, adéquat de la sagesse des peuples, saura prévenir le retour d'une telle désormais sans objet. Qui, la situation de l'Autriche est déplorable : mais c'est précisément l'excès de mal qui permet d'en prévoir la fin. A Vienne, aujourd'hui, tout est possible, excepté ce qui est ; quand les choses en sont là, tout ce peut, malgré les menaces et les apparences les plus sombres, le dénoûment se produit d'une façon inattendue. Il en sont toutes les annales et les chroniques. Les années et les flottes n'y font rien : la longue expérience de la maison d'Autriche doit le lui avoir appris depuis longtemps.

Si les Habsbourg savent maintenant ou gagne les provinces, ils savent aussi comment on les perd, et nous ne croirons pas ceux qui nous disent que la Hongrie au-dessous de 6,000,000 d'habitants, a reçu une des balles égarées dans la cuisse droite et est dans un état critique. La question était effrayante, les deux frères à quelques pieds l'un de l'autre, pâles et sanglants continuaient à tirer entourés de groupes d'hommes paralysés par l'émotion et de femmes évanouies à demi-mortes de terreur.

" Un gouvernement qui ne peut ni payer ses dettes échues, ni solder ses armées, ni même nourrir ses peuples, ne peut pas se dire fort. Il ne peut pas, il ne doit pas, il ne saurait être question de lui. Il ne peut pas, il ne doit pas, il ne saurait être question de lui. Il ne peut pas, il ne doit pas, il ne saurait être question de lui.

" Le journal duquel le tradeis cette lettre ajoute :

" M. Victor Hugo a une confiance que nous n'avons plus. Le choix de Garibaldi est fait. "

" Cette réflexion est assez curieuse. "

On doit se rappeler qu'un décret de Garibaldi a ordonné la distribution de 9 millions en pesète, à titre d'indemnité aux victimes de la guerre. Ce décret, promulgué, tombé en oubli. Une pétition qui a pour but de rappeler au roi les dispositions libérales du dictateur circule en ce moment à Naples. En voici le texte.

Au lieutenant-général du roi à Naples et aux conseillers de la lieutenance.

" Les soussignés, hommes du peuple et artisans, qui ont bien mérité de la patrie, demandent formellement, par la présente pétition, la nomination de la juste de très intègres citoyens pour procéder à la prompte distribution des *sept mil sous* déposés par Garibaldi. Cette distribution amoindrir aucun de ses droits. Il rappelle que l'élection de Lincoln a été légale et n'est pas une cause légitime de guerre. La constitution ne déclare aucun homme esclave. L'esclavage ne peut être établi dans aucun territoire libre d'après la constitution et il ne peut être aboli dans aucun Etat ; la constitution et les lois de liberté personnelle se trouvent ou devraient se trouver sur les tables de lois de chaque Etat. Toutefois humain a droit à un jugement légal pour savoir s'il est libre ou esclave. Si la législature pense que les lois de liberté personnelle du Wisconsin sont en opposition avec la constitution des Etats Unis, qu'elle les fasse conformer ; mais aucune crainte, aucune espérance de récompense ne doivent engager un peuple libre à renverser les barrières qui les protégent. Nous devons un sacrifice à notre Union pour arriver à une conciliation mais non un sacrifice de principes. Le droit d'un Etat de se séparerait peut jamais être admis. Une fois dans l'Union un Etat doit y rester jusqu'à ce que l'Union soit détruite.

Nous n'avons pas besoin de dire que le gouverneur du Wisconsin est un républicain foncé qui ne le cède en rien à son voisin du Michigan.

L'AUTRICHE ET LA VENETIE.

Voici le texte de l'article du *Constitutionnel* dont le télégraphe a parlé :

" En abordant de grave et douloureux sujet, nous ne faisons pour ainsi dire que céder, à notre tour, au mouvement général de l'opinion publique en Europe. Il est remarquable, en effet, que dans tous les pays où une liberté propre aux mêmes mœurs à Turin, à Vienne, à Berlin, à Saint Pétersbourg, à Paris et à Londres, et que les esprits les meilleurs et les plus discrets, quoi tant les sympathies soient diverses, se joignent à chacun de leur coté, d'imprimer des solutions internationales. Evidemment ces efforts individuels, ces combinaisons extra diplomatiques trahissent une grande anxiété et une grande souffrance. On ne se hasarde, on ne se hate ainsi que parce que l'on se sent instinctivement à la veille d'une crise décisive ; que parce que, tranchons le mot ! l'Europe entière semble redouter le prochain printemps.

" Certes nous sommes de ceux qui s'inclinent devant l'opinion publique, et qui n'hésitent jamais les avertissements qu'elle prodigue, même dans les circonstances présentes, il nous est impossible de comprendre ce qui a pu causer ces craintes vagues, ces inquiétudes sérieuses pour notre compte, que la sagesse des gouvernements, adéquat de la sagesse des peuples, saura prévenir le retour d'une telle désormais sans objet. Qui, la situation de l'Autriche est déplorable : mais c'est précisément l'excès de mal qui permet d'en prévoir la fin. A Vienne, aujourd'hui, tout est possible, excepté ce qui est ; quand les choses en sont là, tout ce peut, malgré les menaces et les apparences les plus sombres, le dénoûment se produit d'une façon inattendue. Il en sont toutes les annales et les chroniques. Les années et les flottes n'y font rien : la longue expérience de la maison d'Autriche doit le lui avoir appris depuis longtemps.

Si les Habsbourg savent maintenant ou gagne les provinces, ils savent aussi comment on les perd, et nous ne croirons pas ceux qui nous disent que la Hongrie au-dessous de 6,000,000 d'habitants, a reçu une des balles égarées dans la cuisse droite et est dans un état critique. La question était effrayante, les deux frères à quelques pieds l'un de l'autre, pâles et sanglants continuaient à tirer entourés de groupes d'hommes paralysés par l'émotion et de femmes évanouies à demi-mortes de terreur.

" Un gouvernement qui ne peut ni payer ses dettes échues, ni solder ses armées, ni même nourrir ses peuples, ne peut pas se dire fort. Il ne peut pas, il ne doit pas, il ne saurait être question de lui. Il ne peut pas, il ne doit pas, il ne saurait être question de lui. Il ne peut pas, il ne doit pas, il ne saurait être question de lui.

" Le journal duquel le tradeis cette lettre ajoute :

" M. Victor Hugo a une confiance que nous n'avons plus. Le choix de Garibaldi est fait. "

" Cette réflexion est assez curieuse. "

On doit se rappeler qu'un décret de Garibaldi a ordonné la distribution de 9 millions en pesète, à titre d'indemnité aux victimes de la guerre. Ce décret, promulgué, tombé en oubli. Une pétition qui a pour but de rappeler au roi les dispositions libérales du dictateur circule en ce moment à Naples. En voici le texte.

Au lieutenant-général du roi à Naples et aux conseillers de la lieutenance.

" Les soussignés, hommes du peuple et artisans, qui ont bien mérité de la patrie, demandent formellement, par la présente pétition, la nomination de la juste de très intègres citoyens pour procéder à la prompte distribution des *sept mil sous* déposés par Garibaldi. Cette distribution aura lieu ce matin, à 10 heures précises, dans le local de la Banque, LUNDI, vingt huit du courant.

AUG. MONTREUIL,
Caissier.

—Nous avons déjà annoncé, d'après le *Journal du Bas-Rhin*, les circonstances de l'évasion de Charles Jud. Voici comment les faits sont rapportés par le *Journal de Belfort* (Haut-Rhin) :

" On nous transmet du canton de Berrette des détails sur une évasion qui fait du bruit dans la pays. C'est celle du nommé Charles Jud, déserteur du 3e régiment de tirailleurs algériens, qui, en garnison à Bourges, s'est échappé de la prison militaire de cette ville, il y a trois jours de travaux forcés pour vol qualifié. Après s'être échappé de la prison, Jud s'est rendu à Paris, où il a publié qu'il allait monter un grand établissement de confections, et qu'il lui fallait beaucoup de tailleurs. Deux qu'il eut en main le livret de l'ouvrier dont la physionomie avait le plus de ressemblance avec la sienne, il quitta la capitale pour chercher de nouvelles aventures.

" Après avoir passé quelque temps à Affricheh, Jud alla s'installer dans une auberge du canton de Berrette, passant ses jours à la chasse. Reconnu par un habitant du chef-lieu de l'arrondissement, il fut mis en demeure de quitter la commune sans retard. Jeudi, il se rendait à Belfort, où il est arrêté et incarcéré dans la maison de transfert de Ferrette. Toutes les précautions avaient été prises pour que ce dangereux prisonnier ne s'évadât pas : mais, pendant la nuit, il a réussi à débarrasser de ses entraves en se faisant passer pour un malade, et, profitant de l'obscurité, il a franchi le mur d'enceinte, malgré la présence de deux hommes de garde, vint pour l'exhumer de sa prison, fut des buscula et les enferma à double tour. Le prisonnier de la veille prit alors le clé des champs et disparut sans bruit.

" On avait trouvé sur lui, au moment de son arrestation, une somme considérable en billets de banque russe de 365 fr. en espèces. Ces individus qui sont suspects être l'amené d'une tentative d'assassinat commise sur un médecin russe qui traversait le Haut Rhin en chemin de fer, puisqu'il avait gagné la Suisse en passant par Lörrach. C'est un malfaiteur très dangereux, qui se dégage avec beaucoup d'habileté."

—On transmet de Cotlongue au *Courrier de l'Ain* le récit suivant :

" Le 25 novembre, des habitants de Farges traversant sur la neige, dans la montagne, à Pré Cassin, par un sentier peu battu, aperçurent un rôder près d'une grange pendant la nuit. Assistot un grand nombre de villageois s'armèrent et se mirent à la poursuite de l'individu qui, se voyant cernés, se jeta dans les rochers. Ils cherchèrent dans vain pendant toute la journée, et ce fut le lendemain seulement dans la matinée, à deux heures du soir.

" Le chemin de lassitude et de faim, l'a représenté le chemin du village, quand l'un d'eux, Simon Gauthier, désespéré de rentrer *bredouille*, suivant l'expression consacrée, quitta ses camarades et retourna seul dans la montagne. Il était à coup, dans l'infractuosité d'un rocher, il se trouva à cinq pas de l'ours.

" Notre intrépide chasseur ne s'intimida point, avec un sang-froid et une adresse dignes de ses Gérard, il coucha l'ours en joue et lui lâcha une balle au défaut de l'épaule. L'animal furieux, dans un seul bond, ayant un second coup de feu, il tomba pour ne pas se relever.

" Au bruit de la détonation, les compagnons de Gauthier revinrent sur leurs pas et virent l'animal étendu sur la neige. Ils lui portèrent en triomphe à Farges et le vendirent le lendemain pour 350 francs à un boucher de Genève.

" Voici le troisième ours qu'abat ainsi le chasseur Gauthier."

—On écrit de la Verrie au *Publicateur* de Napoléon-Vendée :

" Un affreux malheur vient de plonger dans la désolation une famille de paysans habitant la ferme de Freigner. Marie Coutaud, femme de Jean Guinaud, ayant recommandé à sa domestique de placer un chaudron de lait sur une perche pendue au plancher, à quelques centimètres de la cheminée, la jeune fille se hâta d'obéir à son maîtresse ; mais en jetant l'échevaux sur la perche, quelque fils s'accrochèrent à la baguette du fusil double à piston dont le canon droit était chargé et amorcé.

" Le bruit domestique déguenait le cheveau ; le fusil, placé sur des